

## **Pour notre sécurité, la Belgique doit cesser son soutien à la politique de dissuasion nucléaire**

[www.grappe.be/...](http://www.grappe.be/...), 23 septembre 2016

A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des armes nucléaires (ce lundi 26 septembre), le Grappe lance un appel aux autorités morales de notre pays, aux mouvements citoyens et au monde associatif pour qu'ils expriment leur volonté de voir la Belgique changer de cap en matière d'armement nucléaire et adhérer à l'initiative autrichienne visant à interdire l'arme nucléaire. La Belgique, comme tous les membres de l'OTAN, est partie prenante de la politique dite de dissuasion nucléaire voulue par les Etats détenteurs de l'arme nucléaire, parmi lesquels les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni. Comme l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie, la Belgique héberge sur son territoire des armes nucléaires américaines prêtes à l'emploi (à Kleine Brogel). Alors que le traité de non-prolifération, signé en 1968, engage les Etats dotés de l'arme nucléaire (article 6 du traité) dans une dynamique de réduction programmée de leur arsenal, les résultats concrets s'avèrent décevants et même inquiétants : le nombre total d'ogives nucléaires dans le monde est effectivement en baisse mais tous les Etats nucléarisés modernisent leur arsenal ou manifestent leur volonté de le faire. La Belgique semble décidée à participer indirectement mais très concrètement à cette modernisation, en remplaçant les avions F16 actuels de ses forces aériennes par des avions porteurs d'armes nucléaires. Le contexte politique actuel ne permet pas de considérer comme une hypothèse totalement improbable le déclenchement d'une guerre nucléaire. Le récent sommet de l'OTAN a montré une volonté commune d'escalade dans l'intimidation à l'égard de la Russie. Il a aussi réaffirmé sa stratégie nucléaire, incluant le droit de première frappe.

Le Grappe considère que cette musculation permanente s'appuyant sur l'arme nucléaire au nom de la sécurité renforce au contraire dramatiquement notre insécurité. Faut-il rappeler que l'Europe est, bien plus que les Etats-Unis, le théâtre potentiel privilégié d'une guerre nucléaire ou d'un acte terroriste visant une installation nucléaire (civile ou militaire) ? L'Europe est en effet voisine de la Russie et très proche de la poudrière permanente qu'est le Moyen-Orient. La politique de dissuasion nucléaire, contrairement à l'idée que beaucoup s'évertuent à entretenir, est une illusion qui repose essentiellement sur une lecture incomplète de l'Histoire et sur la censure médiatique d'évènements majeurs.

Le Grappe rappelle à cet égard que c'est grâce à l'attitude courageuse du commandant russe Stanislas Petrov que le 26 septembre 1983 n'a pas été le premier jour d'une 3e guerre mondiale... nucléaire. Dans la nuit du 25 au 26 septembre 1983, ce commandant d'une base aérienne soviétique a refusé d'obéir aux ordres de riposter à une alerte atomique constituée par la détection de 4 missiles américains pointés vers l'URSS. Il a fallu 30 ans pour que cet acte d'insubordination soit salué comme il le mérite par l'Assemblée générale des Nations-Unies qui a, en son honneur, décidé que le 26 septembre serait dorénavant la journée internationale pour l'élimination des armes nucléaires. C'est donc grâce à l'insubordination héroïque d'une seule personne que la dissuasion nucléaire a pu rester « efficace » en apparence. Aujourd'hui, il est plus que temps de reprendre le flambeau pour l'élimination des armes nucléaires, si on veut vraiment faire régresser l'insécurité et promouvoir la paix autrement qu'en paroles. Il faut saluer à nouveau l'initiative autrichienne lancée en 2015 visant à un traité d'interdiction des armes nucléaires. Celles-ci seraient ainsi proscrites au même titre que les armes chimiques et bactériologiques, les mines antipersonnelles et les armes à sous munitions.

Le Grappe estime que la Belgique doit soutenir cette initiative et demande qu'un premier pas soit effectué en renonçant à l'achat de nouveaux avions porteurs d'armes nucléaires.

Le Grappe appelle les autorités morales de notre pays, les mouvements citoyens et les associations à envoyer un message en ce sens au gouvernement.

Pour le Grappe

Paul Lannoye, président.